

Le logement est un droit

Ces quelques chiffres et documents démontrent que la raison essentielle de la pénurie de logements sociaux et de l'apartheid qui en résulte, est le manque de volonté de la ville d'Antibes, de la CASA et de l'Etat.

Près de 40% des familles antiboises dépensent de 30 à 40% de leurs revenus pour le logement.

Les jeunes antibois ne peuvent plus se loger à Antibes à part quelques exceptions argentées !

Cet été, les saisonniers seront encore obligés de dormir sur la plage.

Les personnes âgées ne disposent pas d'établissement de retraite, public et abordable financièrement, pour se loger. Là aussi il vaut mieux être riche et du nord de l'Europe qu'Antibois et salarié en retraite !

La spéculation immobilière a transformé notre commune en résidence secondaire et en « matière à plus value ».

Au-delà de la lutte de tous les jours avec les mal-logés, les précaires de l'habitat, nous appelons toutes celles et tous ceux dans cette ville du port des milliardaires et des villas du Cap, qui ont à cœur la solidarité et la justice sociale, à agir avec nous afin que la majorité UMP de la commune et de la CASA change de priorité et travaille réellement sur le droit au logement pour tous !